



A la Confederación General de los Trabajadores del Perú – CGT-P

Le 27 juillet 2023, à Montreuil

Chères et chers camarades,

C'est avec une vive préoccupation que notre organisation, la Confédération Générale du Travail – CGT France, suit la situation de violence et de répression d'État dans laquelle s'enfoncé dramatiquement le Pérou depuis la destitution du président constitutionnel Pedro Castillo.

Le gouvernement illégitime de la présidente Dina Boluarte tient aujourd'hui par la répression militaire et les forces d'extrême droite qui dominent le Congrès national, ainsi que par le soutien constant de puissants conglomérats de médias et du capital péruvien et transnational. Ils souscrivent tous à la violence contre le droit de la population péruvienne à manifester pacifiquement.

Il y a six mois déjà, les puissantes mobilisations et grèves auxquels votre syndicat avaient pris part, en lien avec les organisations populaires de tout le pays, ont dû faire face à l'intervention violente de la police pendant les manifestations. On dénombrait alors : plus d'une soixantaine de morts ; plusieurs milliers de personnes blessées et des centaines d'autres arrêtées. Les syndicats, les organisations de travailleurs des zones rurales et d'autres groupes de la société civile ont aussi fait l'objet de perquisitions illégales, de même que les universités de tout le pays.

Mais Dina Boluarte avait fini par partiellement céder à la pression populaire en annonçant la tenue d'élections anticipées d'ici la fin de l'année 2023. Depuis lors, elle a rompu cet engagement et annoncé vouloir gouverner jusqu'à 2026, malgré un taux de désapprobation de 94% du congrès et des électrices et électeurs favorables à plus de 80% à la tenue d'élections anticipées. Cette présidence autoproclamée et les puissances économiques et politiques qui l'accompagnent continuent de fouler la démocratie de la tête au pied !

Ce pouvoir tente maintenant de restaurer le spectre de la dictature fujimoriste et multiplie les démonstrations de forces répressives. Loin de céder à ces injonctions dictatoriales, les forces populaires et les organisations syndicales du pays, ont déjà organisé plusieurs grandes journées de mobilisation et de grèves. Une prochaine journée de lutte se déroulera demain, vendredi 28 juillet, sur le mot d'ordre « *Dehors la dictature corrompue et assassine !* ».

Les manifestant.es continuent d'exiger la fin de la violence et de la répression, appelant à une sortie de crise basée sur :

- La mise en place d'un gouvernement de transition incorporant la société civile et ses organisations ;
- La démission de Dina Boularte et la dissolution du Congrès en avançant la date des élections à 2023 ;
- La formation d'une Assemblée constituante pour mettre un terme au caractère autoritaire et antidémocratique de l'ignominieuse constitution héritée du dictateur Alberto Fujimori.

La CGT vous apporte toute sa solidarité et son soutien pour faire advenir ces revendications indispensables au retour de la démocratie au Pérou.

En février dernier, notre organisation avait déjà interpellé l'ambassadeur du Pérou en France et reçu une réponse justifiant la présidence de Dina Boluarte « *pour sauvegarder l'État de droit* », « *regrettant profondément la perte de vie humaines* » et réitérant « *l'engagement du Pérou en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et de l'ensemble de la population* ». L'ambassadeur nous répondait alors, qu'afin de surmonter la crise que traverse le pays, le gouvernement de la présidente Boluarte était favorable à « *une transition démocratique constitutionnelle et libre par le biais des élections générales anticipées* ». Les évènements récents témoignent incontestablement du contraire.

Nous vous assurons que la CGT reste attentive au cours des évènements et continuera à se rendre disponible pour toute démarche de soutien qui s'avérerait nécessaire.

Cette lutte légitime pour la justice sociale et la démocratie des travailleuses et travailleurs péruviens, et plus largement de la population péruvienne, est notre combat commun et nous nous inscrivons pleinement dans les mots de votre secrétaire générale Gerónimo López : « *S'ils ne veulent pas renoncer, il n'y aura pas de paix sociale. Les gens sortiront pour récupérer la démocratie qui a été détournée par le gouvernement et le Congrès.* ».

Chères et chers camarades, soyez assuré.es par la présente de notre solidarité pleine et entière et recevez nos salutations internationalistes.

Boris PLAZZI

Secrétaire
confédéral

(CGT

